



**Dans une interview accordée ce jour à la Radio France Internationale (Rfi), le porte-parole du gouvernement, René Emmanuel Sadi, est revenu sur l'actualité qui fait fureur en ce moment au Cameroun.**

**RFI :** Au moins 117 personnes ont été arrêtées depuis samedi 26 janvier, dont président du parti MRC, Maurice Kamto. Pourquoi ce durcissement du pouvoir à l'égard de ce parti d'opposition ?

**René Sadi :** On ne saurait parler d'un durcissement volontaire des autorités camerounaises à l'égard du MRC. Ce que l'on constate, c'est que dès le lendemain de l'élection présidentielle, le 7 octobre dernier, le MRC a véritablement choisi de s'inscrire dans une logique systématique de contestation, de provocation, de remise en question d'une élection qu'il n'a pas gagnée, d'une élection qu'il ne pouvait pas gagner en toute logique. Or, cette posture se traduit depuis lors par des incitations au désordre, à la révolte, à l'insurrection, des manifestations non autorisées dont le paroxysme aura été ces manifestations de samedi dernier [26 janvier] dans quelques villes au Cameroun et à l'étranger, notamment à Paris et à Berlin. A Paris et Berlin, nous avons tous été témoins d'une violence inouïe, perpétrée par les militants du MRC. La mise à sac de nos ambassades. Ils ont évidemment franchi le seuil de l'intolérable, de l'inacceptable. Devant tant de violence, tant d'actes de vandalisme, tant d'exactions, le gouvernement camerounais prend ses responsabilités et dit non à celles et ceux qui

s'obstinent à semer le désordre.

Vous dites que Maurice Kamto et le MRC sont responsables de la mise à sac des représentations diplomatiques à Paris et Berlin. Mais l'intéressé, par la voix de l'un de ses avocats, Me Sylvain Souop, affirme « **qu'il n'a jamais envoyé qui que ce soit casser quoi que ce soit, et dénonce ce vandalisme de ces représentations diplomatiques** ».

Je pense que les faits sont clairs. On a vu dans nos ambassades des militants brandir des fusils de monsieur Kamto et se réclamant du MRC. Nous savons que ceux-ci participent d'un agenda qui a été rendu public. Il est absolument, je crois, de mauvaise foi que de dire que ce ne sont pas les militants du MRC qui ont mis à sac nos ambassades à l'étranger.

Combien de personnes sont actuellement détenues ?

Une centaine de personnes, à peu près 147 personnes sont détenues.

Selon le MRC, la police a tiré à balles réelles samedi à Douala sur les manifestants de ce parti. Et parmi les blessés par balles figure une célèbre avocate, maître **Michèle Ndoki**. Certains médias parlent même d'images qui montrent ses blessures. C'est quand même des preuves publiées par les médias de cette violence contre ces manifestants ?

Concernant ce qui est dit concernant les balles réelles, je le dis sans ambages : il n'y a pas eu de tirs à balles réelles. Nos forces de maintien de l'ordre ont toujours fait montre de professionnalisme. Les balles utilisées pendant ces manifestations étaient des balles non létales, c'est-à-dire qui ne tuent pas. C'est celles auxquelles toutes les forces de maintien de l'ordre, à travers le monde, ont recours dans ce genre de situation. Il n'y a pas eu d'usage de balles réelles contre les manifestants.

Selon le MRC, il y a tout de même de la part du gouvernement, en tout cas c'est l'impression du parti, une volonté de « décapiter » ce mouvement politique ?

Le gouvernement camerounais n'a fondamentalement rien contre le MRC. Le MRC est un parti jeune, c'est un parti naissant, c'est un parti qui se construit. Nous avons une multitude de partis au Cameroun, des centaines de partis qui ont vocation à concourir à l'expression du suffrage universel. Le MRC en est un. Mais le MRC n'est pas un parti à part. C'est un parti qui doit nécessairement prendre sa place, toute sa place, jouer son rôle. Mais ceci, le MRC doit le faire dans le respect des lois de la République. Je vous le dis : le gouvernement camerounais n'a rien contre le MRC et n'a nullement l'intention de décapiter ce parti.

Concernant l'opposant **Maurice Kamto**, a-t-on une idée, combien de temps va-t-il encore rester en prison ?

Maurice Kamto et ses partisans ont été interpellés pour des raisons que vous connaissez. Les procédures légales suivent leurs cours. Je ne saurais vous dire pour l'heure ce qu'il en sera.

Lundi 28 janvier, deux journalistes camerounais du quotidien Le Jour qui avaient été confondus à tort avec des activistes politiques ont aussi été interpellés. Il s'agit de **Théodore Tchopa** et

**David Eyengué**, qu'elle est leur situation aujourd'hui ?

Les journalistes ne sont pas au-dessus des lois. Les deux journalistes n'ont certes pas commis des délits de presse, mais ce sont des citoyens qui ont participé à des manifestations non autorisées. Je peux vous garantir qu'ils passeront également à l'audition, devant les juridictions compétentes. Et ce sont ces juridictions compétentes qui vont statuer sur leur sort.